

Tri des biodéchets : une obligation pour toutes les entreprises



© 2024 Les Echos Publishing

Depuis le 1^{er} janvier dernier, l'obligation de trier à la source les biodéchets est généralisée à toutes les entreprises. Prévues par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, cette obligation s'imposait jusqu'alors seulement à celles produisant plus de 5 tonnes de biodéchets par an. Les particuliers sont également astreints à cette obligation.

Précision : les biodéchets sont les déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménages, des restaurants, des cantines, des traiteurs, du commerce de gros, des magasins de vente au détail, mais aussi des bureaux, ainsi que les « déchets verts » issus de l'entretien des parcs et jardins (feuilles, tontes de pelouse, tailles de haies, etc.).

Concrètement, les entreprises sont désormais tenues de mettre en place des solutions pour séparer leurs biodéchets des autres déchets. Ces biodéchets ont vocation ensuite à être valorisés, soit par la voie du compostage soit par celle de la collecte séparée, pour en faire du compost ou du biogaz par méthanisation.

S'agissant du compostage, qui permet, comme son nom l'indique, de transformer les biodéchets en compost, il peut se faire, si

possible, sur place dès lors que l'entreprise dispose d'un espace extérieur lui permettant d'installer un bac ou un chalet destiné à cet usage et que le volume de biodéchets à traiter n'est pas trop important.

Quant à la collecte séparée, elle consiste à mettre les biodéchets dans un bac dédié, propre à l'entreprise ou partagé avec d'autres établissements, qui sera ramassé régulièrement soit par la collectivité locale si elle assure ce service auprès des entreprises, soit par un prestataire.

Attention : l'entreprise qui ne respecte pas l'obligation de trier ses biodéchets est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 750 € pour une entreprise individuelle et jusqu'à 3 750 € pour une société (contravention de 4^e classe). Les autorités compétentes étant susceptibles d'organiser des contrôles pour vérifier la bonne application du tri à la source.

[Art. 88, loi n° 2020-105 du 10 février 2020, JO du 11](#)

© 2024 Les Echos Publishing